

Le spectre de la partition est dans toutes les têtes



SOS Belgique

Si les Belges se séparaient, c'est toute l'Europe qui serait en danger. C'est un hymne à l'unité du pays qu'entonnent ici ses artistes et écrivains

De notre envoyé spécial

Neuf mois. Cela fera bientôt neuf mois que la Belgique a voté (le 13 juin 2010). Et toujours pas de naissance en vue. On s'habitue à tout. Même à se passer de gouvernement. C'est vrai, un pays où le vote est obligatoire et le pouvoir facultatif, cela a quelque chose de surréaliste. Mais ça tombe bien : la Belgique est la patrie du surréalisme. Le bizarre lui va bien. Alors la vie continue. Le roi règne (si peu), les fonctionnaires fonctionnent, et le cabinet Leterme, le bien nommé, démissionnaire depuis le 22 avril 2010, expédie les affaires courantes. Un bel exemple de longévité dans un pays abonné aux gouvernements éphémères. Celui-là, au moins, ne sera pas renversé, puisqu'il est déjà par terre. Magritte en aurait fait un tableau : « Ceci n'est pas un gouvernement ».

Pendant ce temps, le pays vaque à ses occupations et n'accorde plus au feuilleton de la crise politique qu'une attention distraite et railleuse. Disons qu'il oscille entre fatalisme, inquiétude et franche rigolade. Malgré l'appel de Benoît Poelvoorde à la grève du rasoir, on ne constate pas de recrudescence du port de la barbe. Ni, pour autant que l'on puisse le savoir, de baisse notable de l'activité sexuelle, en dépit du mot d'ordre « no government, no sex » lancé par une sénatrice socialiste flamande, gynécologue de son état. Les Belges sont d'un naturel blagueur. Tandis que le site lerecorddumonde.be



Bruxelles, manifestation pour l'unité le 23 janvier 2011

égrène seconde par seconde le compte à rebours conduisant au record du plus long accouchement gouvernemental (toujours détenu par l'Irak avec 289 jours), le quotidien « le Soir » dresse la liste des spécialités dans lesquelles les Belges sont déjà champions du monde : cuisson de frites (1 500 kilos en 83 heures !), mais aussi hula hoop et course en marche arrière. Décidément !...

Se dépêcher d'en rire pour n'avoir pas à en pleurer. Car tel est le paradoxe de cette situation inédite : alors que, dans les sondages, une infime minorité de citoyens (entre 5% et 10%) se déclarent favorables à la partition du pays – y compris en Flandre, où ils ont pourtant voté à près de 30% pour les indépendantistes flamands de la NVA (Nouvelle Alliance flamande) –, ce scénario ne peut plus être totalement écarté.

« Depuis cinquante ans, dans ce chantier permanent qu'est le système institutionnel belge, chaque réforme nouvelle contenait en germe la suivante, destinée à résoudre les problèmes engendrés par la précédente, explique Etienne Davignon. Cette fois, c'est fini. On est au bout du processus. Ce qui n'est pas réglé aujourd'hui ne pourra pas l'être par la suite. D'où l'intransigeance des parties en présence. Car faute d'un accord définitif, les limites administratives sont susceptibles de devenir demain des frontières d'Etat. » De révision en révision, à coups de règles et d'exceptions, de chantages et de compromis, de concessions et de contreparties, les ingénieurs politiques belges ont bâti une machinerie politico-administrative d'une si prodigieuse complexité qu'on ne peut plus déplacer une clôture sans risquer de démolir tout l'édifice. Trois communautés linguistiques, trois régions fédérales, quatre régions linguistiques, cinq Parlements et autant de gouvernements (si l'on rapportait la population de la Belgique à celle de la Chine, elle aurait 6 500 ministres !). On pense à ces merveilleuses machines bricolées par Gaston Lagaffe, pleines de rouages, de poulies et de bouts de ficelle, et qui n'ont que le défaut de ne jamais marcher.

« Sans le fédéralisme, le pays aurait depuis longtemps volé en éclats », plaide un homme politique flamand, convaincu que « la Belgique de papa a vécu », et qu'il faut aller plus loin encore dans le démantèlement de l'Etat central. Mais voilà : comme disait Brel, « les autres veulent pas ». Et surtout, comme l'explique le politologue Pascal Delwit, les Wallons n'accepteront pas que l'on remette en cause le financement de l'Etat-providence, qui est, au-delà de la question linguistique, la véritable pierre d'achoppement des discussions entre

Flandrands et Wallons. Entre un Nord néerlandophone, prospère et de droite, et un Sud francophone, moins favorisé et de gauche.

De sorte que chaque jour qui passe rend plus possible, ou plausible, la réalisation de ce qui semblait le pari fou de Bart De Wever, leader de la NVA : « l'évaporation » de la Belgique. Techniquement, cela paraît irréalisable. Pour divorcer, les partis francophones et néerlandophones devraient précisément se mettre d'accord sur tous les sujets qui les opposent (l'argent, le statut de Bruxelles, la question des minorités...). « Mais si vraiment ils sont incapables de trouver une issue... », dit l'homme de la rue en haussant les bras.

Autant que l'impérialité d'une classe politique qui ne parvient plus à trouver la sortie du labyrinthe qu'elle a elle-même construit, c'est ce sentiment de résignation, ce qu'un psychologue appellerait la fatigue d'être soi, que veulent combattre ceux qui sont et resteront peut-être les ultimes champions d'une Belgique unie : les artistes. « Je serai le dernier Belge », a dit le peintre Luc Tuymans. Il aura de la concurrence. Ce petit pays précaire et bizarre est une grande nation de créateurs, à la pointe de toutes les avant-gardes. Aucun, à notre connaissance, ne se résignerait à voir la Belgique coupée en deux. Car les artistes sont par nature des passeurs, des hommes des marges. Ils connaissent le génie particulier de ce carrefour de l'histoire où se croisent les influences française, germanique, anglo-saxonne, espagnole même (après tout, Charles Quint était gantois). Ils savent tout ce que cette nation vieille – ou jeune – de moins de deux siècles a apporté à la civilisation européenne. Et ce que la disparition de la Belgique, cette Europe en petit, signifierait pour tout le continent, au moment où partout s'exprime la tentation du populisme, du repli sur soi et de la xénophobie.

Ces artistes – écrivains, musiciens, plasticiens, francophones ou néerlandophones, mais d'abord belges, de Belgique ou de la diaspora –, « l'Obs » les a rencontrés et écoutés. Nous leur donnons ici la parole. Plaidoyer (ou requiem) à huit voix pour un pays en péril, par ceux qui l'aiment, l'incarnent et le font rayonner. CLAUDE WEILL

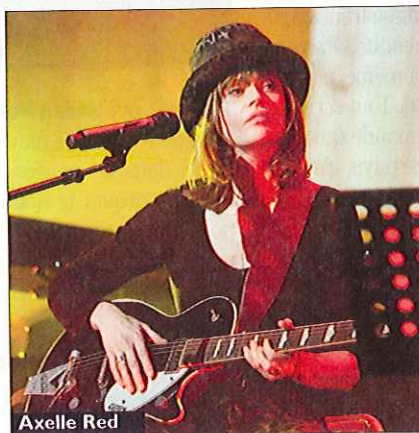
Axelle Red : ceci n'est pas un jeu

Auteur-compositeur-interprète. Née à Hasselt (Limbourg) en 1968. Vit à Uccle, banlieue de Bruxelles. La frontière de la Flandre passe au milieu de sa propriété. « Si on se sépare, dit-elle, je devrai prendre un passeport pour aller voir mes vaches. »

Je pense en flamand, je rêve en flamand, qui est ma langue maternelle, mais j'écris mes chansons en anglais et je chante en français. Personne ne me l'a jamais reproché. Je vends plus de disques en

Flandre qu'en Wallonie. Mais, un jour que je participais à un concert organisé par le quotidien « De Standaard », le ministre de la Culture de Flandre a ostensiblement tourné le dos quand j'ai commencé à chanter, et il est parti boire un verre au bar.

Moi, je suis fière de ce que la Belgique représente. J'aime Bruxelles, cette ville cosmopolite où les gens changent



Axelle Red

D. Secre/Dalle/APRF

trois fois de langue dans la même phrase et où même les Flamands parlent une langue à eux que les Flamands ne comprennent pas. Cette multitude de cultures est notre richesse. Nous avons une identité particulière, qui saute les frontières. Si j'ai une place en France, c'est parce que je viens d'ici, que je garde une personnalité différente. Les Belges sont des gens originaux : quand on vit dans un petit pays, on a besoin d'exister par soi-même.

Ceux qui ont voté pour les nationalistes flamands l'ont fait par peur. Ils n'avaient pas le sentiment de voter contre la Belgique. Ils n'avaient pas conscience des conséquences de leur acte. Et puis ils ont commencé à se faire à l'idée que, finalement, si les politiques sont incapables de se mettre d'accord... Il y a un sentiment de fatalité. Récemment, sur un plateau de télévision, j'ai entendu deux politiciens rigoler entre eux. « Au fond, disaient-ils, tout ça n'est qu'un jeu ! » Mais non, ce n'est pas un jeu. C'est une histoire triste !

Patrick Roegiers : résister à l'inévitable

Ecrivain, dramaturge et critique artistique. Né à Bruxelles en 1947. Vit près de Paris depuis 1983.*

La Belgique est foutue. C'est la fin d'une histoire. La mort d'un petit pays vieux de moins de deux siècles. Les politiques se mettront d'accord pour le dépecer. C'est irréversible. La Flandre aura son indépendance. Il restera une Belgique résiduelle : la Wallonie, Bruxelles et le roi. Et puis l'accent, qui avait presque disparu et qui revient aujourd'hui